



10^{ème} Private Banking Day

Discours de M. Grégoire Bordier

Président

Association de Banques Privées Suisses

Berne, le 21 mai 2026

Seul le discours prononcé fait foi

Madame la Conseillère fédérale,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires fédéraux,
Monsieur le Professeur,
Monsieur l'Ombudsman des banques,
Chers collègues, chers amis,

Je vous souhaite la bienvenue à la dixième édition du Private Banking Day, une manifestation organisée conjointement par l'Association de Banques Suisses de Gestion et l'Association de Banques Privées Suisses, que j'ai l'honneur de présider. Nous sommes heureux de vous accueillir si nombreux à l'hôtel Schweizerhof à Berne - représentants des milieux économiques, politiques, scientifiques et financiers – pour aborder ensemble un sujet qui se trouve au cœur de l'actualité contemporaine : *« Endettement public sans fin ? Répercussions sur les marchés, l'économie et la société »*.

Ces dernières années nous ont clairement montré à quel point les décisions politiques, la stabilité économique et la responsabilité sociale sont étroitement liées. La pandémie, les tensions géopolitiques, la transition énergétique et les défis démographiques ont poussé les gouvernements à réaliser des investissements et des dépenses massifs, ce qui a eu pour conséquence que la dette publique a atteint des



niveaux historiquement hauts dans de nombreux pays. De plus, les dépenses consacrées à la défense, aux infrastructures et aux assurances sociales ne cessent d'augmenter. En parallèle, la pression fiscale déjà élevée et le renforcement de la concurrence internationale entre les places économiques limitent la marge de manœuvre pour d'éventuelles hausses d'impôts. Dans ce contexte, et compte tenu du rôle central joué par le marché des obligations d'État dans le système financier, cette situation pourrait avoir des conséquences considérables pour les marchés, les économies et la société. Nous avons vu, avec la crise de la dette étatique des soi-disant PIGS, à quel point cela est vrai.

Aujourd'hui, nous ne voulons pas seulement discuter de chiffres et de faits, mais aussi comprendre les liens qui les unissent – et développer de nouvelles perspectives. Des questions importantes se posent pour le secteur de la gestion de fortune : quels sont les risques pour le marché obligataire et les devises ? Quelles conséquences une instabilité causée par la dette publique pourrait-elle avoir sur les rendements des placements ? Et comment le secteur peut-il aider ses clients à relever ces défis ?

L'univers de la dette souveraine est en constante évolution, marqué par des précédents historiques, des changements macroéconomiques et des développements géopolitiques. Alors que nous faisons aujourd'hui face à des niveaux d'endettement sans précédent, institutions financières, décideurs politiques et investisseurs doivent composer avec un environnement complexe, où se mêlent risques, opportunités et enjeux à long terme.

Si nous examinons la dette publique dans les différents pays, les écarts entre les pays en matière de dette publique rapportés au PIB sont considérables – il en va de même pour l'éventail des missions assumées par les gouvernements. Certains États assurent la sécurité, construisent des routes et offrent une éducation de base, tandis que d'autres gèrent également l'enseignement supérieur, les services de santé et les systèmes de retraite.



La dette publique diffère de la dette privée à bien des égards : les gouvernements ont à leur disposition des instruments dont les entreprises et les ménages ne disposent pas. Tout d'abord, les gouvernements peuvent prélever des impôts et obtenir ainsi des fonds qui peuvent être utilisés pour le service de leur dette. En outre, ils ont la capacité — certes limitée — d'influer sur l'inflation, ce qui contribue à alléger le poids réel de leur dette. Finalement, ils peuvent favoriser la détention de dette souveraine dans les fonds de pension comme le fait aujourd'hui le Japon.

La dette publique bénéficie aussi d'une liquidité accrue et d'une intégration renforcée ce qui facilite la levée de capitaux pour la majorité des pays. Si cette évolution a été bénéfique à bien des égards, elle a aussi clairement contribué aux niveaux d'endettement élevés que l'on observe aujourd'hui.

Finalement, ces derniers temps ont été marqués par un recours accru des grandes banques centrales à l'utilisation renforcée de leur bilan. Ces banques ont introduit des mesures d'assouplissement quantitatif à la suite de la grande crise financière de 2007-2008. Cet apport massif de liquidités a fait baisser les rendements des emprunts d'État, ce qui a permis aux gouvernements d'emprunter presque gratuitement. L'emprunt à moindre coût, couplé avec la crise du covid, a littéralement fait exploser les dettes étatiques dans la plupart des pays développés.

Il faut aujourd'hui se demander quels sont les risques économiques découlant de taux d'endettement public atteignant des niveaux records. Le niveau actuel de la dette mondiale n'avait plus été aussi élevé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Compte tenu de la hausse des dépenses publiques urgentes, la stabilisation et la réduction durables de la dette, ainsi que l'assainissement budgétaire, constituent des objectifs tout aussi indispensables que difficiles à atteindre. Une définition stricte des priorités ainsi qu'une amélioration de l'efficacité des dépenses publiques sont essentielles, mais ne suffiront probablement pas.

En cas de crise majeure quelles sont les options à disposition des États ? Elles existent et si on observe l'histoire, deux scénarios du pire se dégagent : l'augmentation



incontrôlée de l'impôt et l'hyperinflation. Du côté de l'impôt, nous avons pu voir à la fin des années 60 un pic des taux marginaux supérieurs à 80% en France et au Royaume-Uni. L'autre solution, qui est aussi à éviter à tout prix, est l'hyperinflation. C'est la solution qui a été retenue à la fin de la deuxième guerre mondiale. Malgré une inflation en augmentation, les taux d'intérêt n'ont pas été relevés, dans le but, à terme, de baisser la valeur réelle de la dette. Il s'en est suivi un appauvrissement considérable en termes réels de la classe moyenne qui a vu ses économies disparaître.

Il est donc essentiel d'éviter une crise de la dette qui risque d'être particulièrement coûteuse. Une solution politiquement plus complexe mais plus saine est de favoriser la croissance. Il faudrait adopter une politique économique favorable à celle-ci, et la stimulant, pour que nous puissions résoudre les problèmes à venir. Sans cela, nous ne pourrions ni financer nos dépenses ni préserver notre prospérité.

Dans un contexte où les prévisions en matière d'évolution de la croissance sont modestes, il est donc essentiel de poursuivre avec détermination les efforts visant à favoriser une croissance forte et durable, y compris en menant les réformes structurelles nécessaires. Cela va de pair avec la nécessité pour les Etats d'établir des priorités strictes et d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques.

Si l'on se penche sur l'exemple des pays européens, il est difficile de se montrer véritablement optimiste quant à leur potentiel de croissance actuel. Ni les forces sociales ni la volonté politique nécessaires pour générer une croissance durable ne semblent aujourd'hui réunies. On peut, en revanche, espérer que les événements géopolitiques qui semblent renforcer la cohésion européenne permettront à l'Europe de trouver les solutions nécessaires pour modifier cet état de fait.

La Suisse, elle, reste une exception dans le bloc européen même s'il ne faut pas minimiser l'influence de nos pays voisins sur notre propre croissance. Il est donc essentiel de rester prudent car il est important de conserver ou de rétablir une certaine marge de manœuvre budgétaire afin de se préparer aux prochaines crises économiques.



En parlant de nos voisins, il s'avère que l'UE a besoin d'investissements, tandis que la Suisse cherche un meilleur accès au marché européen. Les banques suisses ont développé un concept qui pourrait relier ces deux éléments : l'accès au marché dit « spécifique aux établissements ». Cette approche repose sur un enregistrement unique des banques suisses intéressées auprès d'une autorité européenne centrale, lesquelles obtiendraient ainsi un passeport leur permettant de fournir activement des services bancaires et d'investissement dans l'ensemble de l'UE. Pour l'UE, cette approche apporterait des avantages économiques concrets, car cela permettrait d'augmenter considérablement les investissements de clients européens de banques suisses en UE.

Mais avant de pouvoir négocier un meilleur accès avec l'UE, la Suisse doit clarifier et stabiliser ses relations avec ses voisins, et ratifier les Bilatérales III. Il ne faut pas oublier que l'UE reste le principal marché étranger pour les banques suisses de gestion de fortune. Dans un monde marqué par des bouleversements géopolitiques sans précédent, il est d'autant plus important pour la Suisse d'entretenir des relations pérennes avec ses voisins européens. Rester isolé pourrait mettre en péril la stabilité et la prospérité de notre pays. Les Bilatérales III ne sont pas qu'un outil économique, mais aussi un levier stratégique face aux défis mondiaux actuels.

Pour conclure, et afin de revenir au thème du jour - endettement public sans fin – je me réjouis d'entendre le mot de bienvenue de notre ministre des finances et Conseillère fédérale, Madame Keller-Sutter, de découvrir les discussions autour de la table ronde avec des spécialistes dans le domaine, ainsi que de suivre le « Fireside Chat » avec Philipp Hildebrand.

J'invite maintenant Madame Carolin Roth, journaliste économique, à me rejoindre, pour vous présenter la suite du programme. Merci pour votre attention.